



# COP 24



3 ans après la COP21,  
où en sont les pays sur le climat ?

## CONTACTS

- ▶ Célia Gautier | Responsable Climat Energie  
c.gautier@fnh.org +33 672 34 00 27
- ▶ Manuela Lorand | Relations Presse  
m.lorand@fnh.org +33 698 45 46 91

*Rédaction : Tom Chabert*



**FONDATION  
POUR LA NATURE  
ET L'HOMME**  
Créée par Nicolas Hulot

## Dans une classe de cancrs, la France et l'Union européenne font figure de mauvais élèves

Parmi les gouvernements réunis à la 24<sup>e</sup> conférence sur le climat (COP 24) à Katowice, en Pologne, rares sont les bons élèves. Alors qu'en 2015, ils s'étaient tous engagés à revoir à la hausse leurs engagements sur le climat, aucun grand pays pollueur ne semble désormais vouloir tenir promesse. Aucun pays de l'UE n'est en passe de tenir ses objectifs. Et la France s'est rendue à Katowice les mains dans les poches.

## L'urgence de l'action face aux changements climatiques

Le Rapport spécial du GIEC (Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat) a mis l'accent sur les conséquences graves d'un réchauffement planétaire de 1,5°C, et plus grave encore à 2°C. Chaque fraction de degré compte. Pour maintenir une trajectoire de réchauffement de 1,5°C à l'horizon 2100, il est nécessaire de réduire les émissions mondiales de 45% en 2030 et d'atteindre zéro émission nette en 2050 (2055 au maximum). **Il confirme aussi qu'avec les engagements pris par les États aujourd'hui, le réchauffement devrait être compris entre 3 et 4°C à l'horizon 2100.** Cette conclusion est alarmante compte tenu des risques engendrés par un réchauffement de 2°C. La situation est d'autant plus préoccupante que pour le moment, de nombreux États ne remplissent même pas leurs engagements annoncés en 2015.

## L'Europe

L'Union européenne n'est pas exemplaire dans la lutte contre les changements climatiques. Aucun pays de l'UE ne respecte pour l'instant l'Accord de Paris. Quelques pays sortent du lot et ont établi une trajectoire de long terme. En Espagne, le nouveau gouvernement socialiste de Pedro Sanchez vient de sortir sa stratégie 2050 qui vise une réduction de 90% des émissions de gaz à effet de serre du pays et un mix énergétique reposant à 100% sur les énergies renouvelables.

Les eurodéputés ont dénoncé l'inaction des États. Alors que dans une résolution portant sur la COP24, adoptée le 9 octobre par le Conseil Environnement, l'UE se dit « prête à mettre à jour sa contribution avant 2020 » des députés accusent les pays européens de simplement se réengager sur ce qui avait déjà été promis ». Kathleen Van Brempt, la vice-présidente belge du groupe S&D, a appelé l'UE à augmenter ses objectifs 2030 et « assurer la neutralité carbone en 2050 ». Le président de la Commission ITRE (Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie), le Polonais Jerzy Buzek, a en revanche souligné que la priorité de la COP 24 serait d'« obtenir du reste du monde de relever ses objectifs » et non « pas nécessairement de fixer de nouveaux objectifs européens ».

## Quelques bonnes nouvelles

Les pays les plus vulnérables face aux changements climatiques sont ceux qui s'engagent le plus fortement dans la lutte contre le changement climatique, alors même que leur responsabilité dans le réchauffement planétaire est minime. Par exemple, certains États insulaires en développement s'engagent sur une neutralité carbone en 2050, comme les îles Marshall.

A noter que la plupart des pays en développement avaient conditionné leurs engagements aux financements internationaux ; financements aujourd'hui très insuffisants pour permettre aux pays en développement de s'engager pleinement dans la lutte contre le réchauffement planétaire.

Des États comme la Corée du Sud ont décidé de faire baisser leur production électrique issue des centrales à charbon plus tôt que prévu dans leur précédente stratégie. Le Chili et l'Allemagne ont décidé de se lancer dans l'élaboration d'un calendrier de sortie du charbon. Une bonne nouvelle car tous deux produisent aujourd'hui la moitié de leur électricité via

### Les chiffres de l'énergie au niveau mondial entre 2016 et 2017

**+1,4 %** d'émission de gaz à effet de serre

**+ 6,3 %** d'électricité produite par les ENR pour atteindre 380 TWh

**+ 1 %** d'électricité produite par le charbon (En 2017 le charbon représente 37% de la production d'électricité mondiale).

des centrales à charbon. Ce sont toutefois des discussions longues et complexes, et l'Allemagne se dirige vers une sortie du charbon vers la fin des années 2030, ce qui reste tardif.

Parmi les pays émergents particulièrement émetteurs de gaz à effet de serre, la Chine a atteint avec dix ans d'avance son objectif de développement des énergies renouvelables, soit une puissance de 30 GW installée sur sol. Elle a relevé cet objectif à 150 GW ce qui équivaut à la puissance mondiale installée en 2015. Le pays vise aussi officiellement un pic de ses émissions en 2030. L'Inde est le seul grand émergent dont les engagements seraient compatibles avec l'Accord de Paris. Pour autant, si le pays s'engage à ce que 40% de son électricité soit produite par des énergies autres que fossiles d'ici à 2030, il prévoit une progression de ses émissions et ne s'est pas encore fixé de date de pic.

## De faux succès

Seize pays sont en passe d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés lors de la COP21 en 2015. Parmi eux se trouvent le Canada, la Norvège, et le Japon pour les pays développés, ou l'Indonésie et le Pérou pour les pays en développement. Ces pays ne sont pas pour autant les bons élèves du climat puisque leurs engagements en matière de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre sont particulièrement faibles. Aussi, ils pourraient atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés avant d'autres pays bien plus ambitieux en matière de lutte contre les changements climatiques.

La France voit ses émissions de gaz à effet de serre repartir à la hausse depuis 2015. Le plus inquiétant, c'est qu'elle projette de continuer à les augmenter jusqu'en 2023 alors même que les scientifiques recommandent une baisse des émissions mondiales dès 2020.

## Les cancrs de la classe

Le Japon, l'Indonésie, la Turquie continuent d'installer de nouvelles centrales à charbon. La Chine, également dans une moindre proportion. En Europe, seul la Pologne, qui pourtant va accueillir la COP24 a des projets de nouvelles centrales à charbon.

Certains Etats comme les Etats-Unis ou l'Australie continuent d'utiliser le charbon alors même qu'il est de moins en moins compétitif face à leur production électrique nationale issue des énergies renouvelables.

Parmi les Etats en développement aujourd'hui peu émetteurs, des pays comme le Sénégal s'inscrivent dans une trajectoire d'augmentation exponentielle de leurs émissions de gaz à effet de serre : + 210% d'émissions dues aux énergies fossiles entre 2000 et 2030.

## Une question de volonté politique

Face à des pays comme les Etats-Unis ou le Brésil qui se désengagent du combat contre les changements climatiques, l'Union Européenne doit plus que jamais se montrer exemplaire. Elle doit réviser ses contributions à la hausse afin qu'elles atteignent l'objectif de -50% à -55% d'émissions d'ici 2030, et la neutralité carbone entre 2045 et 2050. L'UE devrait également doubler ses financements climat pour la transition des pays du Sud.

Les investissements publics et privés européens doivent être réorientés en faveur de la transition écologique. Le futur budget européen de plus de 1000 milliards d'euros, doit servir d'accélérateur de la transition. Il doit également soutenir la reconversion de certaines régions, notamment les régions dépendantes aux énergies fossiles et nucléaire afin de les accompagner vers des activités en faveur du climat.

Parmi les pays émergents, l'Inde et la Chine doivent prendre le leadership dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Enfin, la France ne doit pas se contenter de son « make our planet great again ». Elle doit pleinement prendre le chemin des énergies renouvelables et de la réduction de la consommation d'énergie. La France doit également jouer un rôle moteur dans l'aide aux pays en développement et les moins avancés. Le pays pourrait s'engager à fournir 20% de ses financements climats sous forme de dons, notamment pour financer l'adaptation aux changements climatiques.

# LES CANCRES DU CLIMAT



## L'UNION EUROPÉENNE

- ▶ Engagée sur -40% d'émissions de GES d'ici 2030, -60% en 2040, -80% en 2050
- ▶ +1,8% d'émissions dues à la combustion d'énergie fossile en 2017 (celles-ci représentent 80% des émissions totales de gaz à effet de serre de l'UE)
- ▶ Aujourd'hui, aucun pays de l'UE ne respecte l'Accord de Paris
- ▶ **Pologne** :
  - Hôte de la COP24, est le 2<sup>e</sup> émetteur de gaz à effet de serre de l'UE
  - Prévoit la construction de nouvelles centrales à charbon
  - Premier pays à émettre des obligations verte en 2016
- ▶ **France** :
  - Hausse de ses émissions de gaz à effet de serre depuis 2015,
  - +6,7% d'émission par rapport à la trajectoire prévue en 2017
  - Prévoit une hausse de ses émissions jusqu'en 2023
- ▶ **Portugal** : en mars 2018 les ENR ont couvert 100% de la consommation électrique du pays !
- ▶ **Espagne** : le nouveau gouvernement vise 100% d'énergies renouvelables et -90% d'émissions en 2050
- ▶ Parlement européen divisé entre réhausse des engagements et maintien de l'activité dans les régions minières.



## CANADA

- ▶ 1<sup>er</sup> émetteur de GES par habitant au monde.
- ▶ Engagement de -30% de ses émissions de GES en 2030 par rapport à 2005.
- ▶ Ne respecte pas ses engagements :
  - continue l'exploitation des sables bitumineux et des gaz de schiste,
  - attribution d'un contrat pour construction de nouveau gazoduc de 166 km.
- ▶ Doit augmenter ses financements climats en direction des pays du Sud.
- ▶ Recours collectif d'une association de jeunes québécois pour dénoncer l'inaction climatique de l'Etat Fédéral.



## ETATS-UNIS

- ▶ Ont quitté l'Accord de Paris.
- ▶ Absence d'engagement de réduction des émissions.
- ▶ Arrêt des financements climats destinés aux pays en développement.
- ▶ Continue d'utiliser le charbon moins compétitif que les ENR Américaines.
- ▶ 80% de la production d'énergie primaire issue de ressources fossiles.
- ▶ États fédérés, grandes villes, entreprises, s'engagent pour compenser l'inaction du gouvernement fédéral et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ex : la Californie : électricité produite à 50% par les ENR en 2025 et neutre en carbone en 2045.
- ▶ La nouvelle majorité démocrate pourrait réorienter le budget américain vers le développement des ENR plutôt qu'au maintien des mines de charbon.



## BRÉSIL

- ▶ Entre -36 et -38% en 2020 par rapport à un scénario BAU soit une hausse de ses émissions réelles d'environ 4,2% chaque année jusqu'en 2020.
- ▶ Risque de sortie de l'Accord de Paris.
- ▶ Accélération de la déforestation :
  - 8000 km<sup>2</sup> coupés soit +14% entre 2017 et 2018,
  - 46% des émissions du pays due à la déforestation,
  - probable renoncement à l'engagement zéro déforestation illégale.
- ▶ Renonce à accueillir la COP25.





## RUSSIE

- ▶ Engagée sur une réduction de ses émissions de 25 à 30% en 2030 par rapport à 1990 correspondant à une stagnation par rapport au niveau des émissions de 2015.
- ▶ Ne respecte pas ses engagements :
  - augmentation des émissions prévue jusqu'en 2030,
  - forte augmentation des émissions par habitant car baisse de la démographie.
- ▶ Pas de volonté de revoir à la hausse ses engagements.
- ▶ La fonte des glaces au Nord de la Russie pourrait donner accès à d'immenses réserves de gaz et de pétrole aujourd'hui non exploitables. Environ 50 000 milliards de mètres cubes de gaz, l'équivalent de dix-sept ans de consommation mondiale.



## LA CHINE

- ▶ Devenu plus gros émetteur de gaz à effet de serre, **22% des émissions mondiales**, bien que les émissions par habitant se situent au niveau de celles de l'UE.
- ▶ Pas d'engagement chiffré de réduction de ses émissions de GES.
- ▶ Vise son pic d'émissions en 2030 au plus tard.
  - ▶ Dix ans d'avance sur son objectif de développement des énergies renouvelables.
  - ▶ Prévoit 150 GW produits par les ENR en 2020.
  - ▶ Doit prendre le leadership des pays émergents dans la lutte contre le changement climatique.

NB : Le niveau des émissions dépend de niveau de croissance du pays. Un point de croissance en moins par an entraîne une diminution des émissions de près de deux milliards de tonne équivalent CO<sub>2</sub> en 2030.



## TURQUIE

- ▶ N'a toujours pas ratifié l'Accord de Paris.
- ▶ Engagements très insuffisants : prévoit de doubler ses émissions d'ici 2030.
  - ▶ Engagement de développement des énergies renouvelable très en deçà du potentiel existant.
  - ▶ Augmentation de la consommation électrique.
- ▶ Construction d'une 1<sup>re</sup> centrale nucléaire malgré les risques de tremblements de terre.
- ▶ Projet d'installation de 75 nouvelles centrales à charbon.



## JAPON

- ▶ Engagement de réduction de ses émissions très décevant.
- ▶ 26% de son mix énergétique basé sur le charbon.
- ▶ Si situe dans une trajectoire de réchauffement de 4°C.
- ▶ Ne prévoit pas de révision à la hausse de ses engagements.



## INDE

- ▶ Seul grand émergent dont les engagements seraient compatibles avec l'Accord de Paris.
- ▶ Engagement sur 40% de son électricité produite par des énergies autres que fossiles d'ici à 2030 ⇒ après adoption de son Plan National Électricité (PNE) en 2018, pourrait atteindre cet objectif dès fin 2018, soit avec 12 d'avance.
- ▶ Prévoit une progression de ses émissions et ne s'est pas encore fixé de date de pic.
- ▶ Projette la construction de nouvelles centrales à charbon dites "propres".
- ▶ Plan National Électricité prévoyant de stopper le développement du charbon après 2022.



FONDATION  
POUR LA NATURE  
ET L'HOMME

Créée par Nicolas Hulot

### SOUTENIR

La FNH fait émerger et accompagne les acteurs du changement. Grâce à son réseau d'associations partenaires et à son alliance avec l'UNCPPIE, elle soutient et valorise l'engagement sur le terrain, via des initiatives porteuses d'avenir, en France et à l'international, pour leur permettre de se démultiplier.

### PROPOSER

Les activités de lobbying d'intérêt général menées par la FNH se traduisent par une veille sur les politiques publiques touchant aux enjeux écologiques, et par le portage de propositions auprès des pouvoirs publics. Toutes les propositions et positions de la Fondation sont publiées. Certaines font également l'objet de conférences ou d'évènements.

### MOBILISER

La FNH construit des campagnes ponctuelles pour mobiliser et sensibiliser les citoyens aux enjeux de la transition. Dans l'objectif de faire évoluer les comportements, elle crée des outils pédagogiques et donne les moyens d'agir à son niveau et au quotidien. Les gestes éclairés et Let's bio sont les temps forts de l'année 2018.

[www.fnh.org](http://www.fnh.org)

